

Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

Lundi 3 Mars 2008

Collectivités locales

La capitale se cherche un nouvel espace

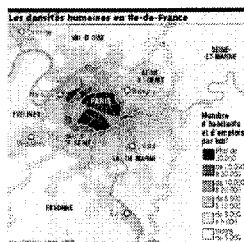
Derrière des enjeux de pouvoir bien réels, la question de la pertinence du périmètre parisien se pose mais elle est loin des préoccupations des électeurs.

Le maire de Paris a très vite cherché à resserrer les liens de la capitale avec sa banlieue. Démarche pragmatique que la perspective des jeux Olympiques de 2012 rendait indispensable. Elle le reste. Paris a toujours étouffé à l'intérieur de ses limites et les a repoussées à plusieurs reprises. Surtout, le système actuel né de la suppression du département de la Seine ne répond plus à la réalité économique. La péréquation entre communes riches et pauvres ne permet plus de compenser les inégalités. Or Paris et les Hauts-de-Seine cumulent 80 % des bases de la taxe professionnelle pour 60 % de la population quand la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne se partagent les 20 % restants pour 40 % des habitants. De plus, les industries lourdes de la proche banlieue sont remplacées par des activités moins gourmandes en espace, libérant d'importantes friches aux portes de la capitale qui manque de terrains. Paris ne peut s'en désintéresser. Pas plus qu'elle ne peut ignorer les difficultés sociales que ces territoires « exportent » vers le centre de l'agglomération.

Jugeant que ces relations bilatérales manquent de vision globale et que la zone dense du centre de la région a des problèmes spécifiques, la droite planche sur l'idée de « Paris, coeur d'agglomération ». Le président du groupe UMP au conseil régional d'Ile-de-France et futur secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement du gouvernement Fillon,

Roger Karoutchi, organise en 2006 plusieurs réunions en banlieue sur les transports, le logement et le développement économique. Il est accompagné des UMP Claude Goasguen et Françoise de Panafieu.

Bertrand Delanoë confie, au même moment, à Pierre Mansat, son adjoint (PCF) chargé des relations avec les collectivités territoriales, le soin de réunir les élus des communes proches de la capitale au sein d'une conférence métropolitaine sur les mêmes sujets. Ce qui irrite Jean-Paul Huchon, le président socialiste de la région. Il bataille pour la maîtrise de ces dossiers, dont certains sont de sa compétence, afin d'assurer un meilleur équilibre entre le centre et la périphérie de l'Ile-de-France. Si Paris les prend en main, la région jouera les seconds rôles.



Le 26 juin dernier, le président de la République, Nicolas Sarkozy, va plus loin en traçant les grandes lignes d'un plan de développement pour l'Ile-de-France à concrétiser lors d'un Conseil interministériel prévu cet automne.

Défi majeur

L'Etat renoue avec un interventionnisme que justifient le

rôle de Paris dans l'économie nationale et son obsession de prévenir l'émergence d'un pouvoir local trop fort. Roger Karoutchi poursuit ses travaux et émerge l'idée de syndicat mixte ouvert - adoptée par Françoise de Panafieu - étendant ce qui marche pour le traitement des eaux usées ou des ordures ménagères aux autres dossiers. De son côté, Jean-Paul Huchon mobilise ses services pour quantifier les coûts et les bénéfices d'un Grand Paris tandis que Philippe Dallier, sénateur UMP de Seine-Saint-Denis, est chargé de mission sur le sujet au sein de l'Observatoire de la décentralisation. Ses travaux, comme ceux de la région et de Roger Karoutchi, ne sont pas terminés mais il lui paraît souhaitable de réunir les 3 départements de la petite couronne avec Paris, ne serait-ce que pour faire tomber les barrières sociales.

Pour l'heure, la droite invoque le Grand Paris comme la solution aux problèmes de Paris et de l'Ile-de-France, tandis que la gauche y voit un moyen d'obtenir que l'Etat tienne ses engagements financiers envers la région. Le sujet dépasse le cadre des municipales et ne mobilise guère les électeurs. Il sera pourtant un défi majeur à relever pour le prochain maire de Paris.

DOMINIQUE MALÉCOT